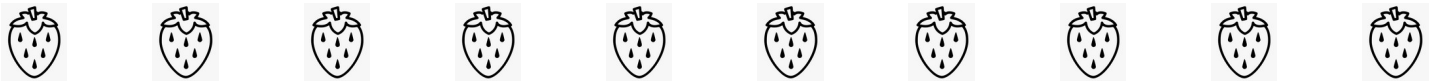


Jean-Michel Blanquer : mauvais ministre, mauvais perdant, mais de bonnes relations...

Au lendemain de sa défaite aux élections législatives, notre ex-ministre évoquait la possibilité de déposer un recours contre le candidat de gauche qui a réussi là où lui a échoué : passer au second tour. 189 voix qui restent en travers de la gorge du chantillyonné. Le motif de ce recours ? Un tract, produit par le Collectif Ibiza et qui dresse un **bilan du quinquennat que nous venons de subir à l'Éducation Nationale : baisse des inscriptions aux concours, augmentation des démissions, réforme du bac et mépris total de la situation financière des personnels enseignants...**

Ce recours ne serait-il pas tout simplement l'œuvre d'un ego touché par la défaite ? Car ce ministre soi-disant si proche du Montargois et de ses habitants, **nous ne l'avons pas entendu s'indigner lorsque la circonscription a été gagnée par un élu du RN...** Ira-t-il au bout de son recours après cette victoire de l'extrême-droite – avec laquelle il a très souvent flirté, on se souvient de ses propos sur « l'islamo-gauchisme » qui envahirait les universités ? Ce recours sera très certainement bien moins difficile à déposer que ceux de nos collègues lésé·es lors des mutations, sur lesquelles nous n'avons plus aucun regard depuis les réformes de transformation de la fonction publique. Un comble ! Finalement, n'est-il pas plus confortable pour le gouvernement Macron d'avoir des élus d'extrême-droite là où il·elles n'ont pas gagné ?

Blanquer, qui, selon lui, ne cesserait de se battre pour cette circonscription, a pourtant déjà « trouvé » de quoi tourner la page à l'Université Paris-Panthéon-Assas. Un poste spécialement créé pour lui, de surcroît, alors qu'il a supprimé tant de postes dans le secondaire durant son mandat ! Et **du haut de son parachute doré, verra-t-il le traitement (in)humain de nos collègues précaires du supérieur, et celui financier des vacataires qui sont payés au lance-pierre ?**



(pub) Vous voulez en savoir plus sur les pédagogies alternatives et émancipatrices ? Profitez de l'été pour trouver des idées dans les articles de la page <https://www.sudeducation.org/category/pedagogie/>



Le CFA académique (3/3) : la chimère du Rectorat

Une municipalité bretonne renomme une école primaire publique « François-Pinault » et c'est toute une conception de l'éducation qui vacille. Cette anecdote **illustre le lien de l'école et de l'entreprise, la première se mettant désormais au service de la seconde**, la glorifiant à travers de nouveaux·elles Jean Moulin, Émile Zola ou Françoise Dolto.

Ainsi fonctionne le CFA académique, né du Rectorat, ersatz de l'enseignement par apprentissage, qui, en intégrant des apprenti·es dans les classes scolaires, entraîne collègue·s précarisé·es, formation décosue des élèves, « convocations professionnelles » sur des jours de classe, baisse du nombre d'élèves scolaires dans les lycées qui accueillent les structures, et de la dotation en heures.

L'apprentissage en lycée professionnel impose des aménagements inacceptables. Après une année de lutte, les collègue·s de Gaudier-Brzeska ont obtenu la réunion des apprenti·es dans une seule classe et recevront toutes leurs heures de cours d'humanités, de sciences, d'arts, les armant contre toutes les oppressions, mais aussi, de façon plus triviale, pour préparer sereinement leur examen.

Le CFA académique sert l'ultra-libéralisme, apprenant aux élèves à être des travailleur·euses à la recherche du seul profit individuel, à l'image des modèles qu'il se choisit. Les élèves, abandonné·es et déconstruit·es par des années dans une école qui n'a pu les aider, persuadé·es de ne « pas être fait·es pour ça », mais convaincu·es de l'importance d'apprendre, optent pour une voie qui, comme ils·elles l'espèrent, leur donnera la reconnaissance nécessaire pour se construire.

Sont-ce les élèves qui ne sont pas fait·es pour l'école ou l'école qui n'est pas faite pour eux·elles ? Comment s'intégrer dans un système qui « recrute » les jeunes et les formate selon les normes bourgeoises, faites par et pour le capitalisme ? Quand, au lieu de scientifiques, d'intellectuel·les ou d'artistes, l'école prend le nom d'un milliardaire qui s'enrichit en exploitant les travailleur·euses et en pillant la planète, l'on peut douter de la volonté des dirigeant·es à écouter et servir le peuple.